



---

## UNE INQUIETUDE SOURDE...

# DÉLÉGATION DES AMITIÉS KURDES DE BRETAGNE AU KURDISTAN

17 – 25 MARS 2010

---

« la lutte des Kurdes, ce n'est pas du terrorisme, c'est une lutte pour la liberté »

*Osman Baydemir*





Depuis 1994 la Délégation rennais Kurdistan, devenue en 2006 Amitiés kurdes de Bretagne (AKB), arpente chaque année les pentes des montagnes du Kurdistan de Turquie et les rues des villes et des villages de cette région appelée pudiquement l'Anatolie du Sud-est. Il n'est pas toujours bon, en effet, de parler du Kurdistan, « ce pays qui n'existe pas », mais les Kurdes, eux, existent et nous les avons rencontrés à maintes reprises et avons entendu leur message.

En 16 ans, c'est plus d'une centaine de Rennais, de Bretons, de Français qui se sont rendus à diverses occasions dans différentes parties du Kurdistan : Diyarbakir, ville métropolitaine qui entretient des relations avec Rennes depuis 1977, mais aussi les villes de Dersim (Tunceli), Siirt, Urfa, Mardin, Sirnak, Batman, Bitlis, Mus, Van et notamment Hakkari.

Grâce à leurs observations et à leur réflexion, les Amitiés kurdes de Bretagne ont capitalisé un savoir acquis au plus près du terrain ; savoir complété par des revues de presse, des contacts avec les Kurdes immigrés en Bretagne, des échanges avec les autres groupes amis du peuple kurde (Marseille, Paris, Strasbourg, Lyon...) et nourri des recherches historiques et des essais politiques et philosophiques d'intellectuels reconnus, le tout éclairé par la littérature et le cinéma contemporain.

Depuis une quinzaine d'années, l'association Les Amitiés kurdes de Bretagne poursuit un triple objectif :

- Comprendre les revendications du peuple kurde et les faire connaître,
- Soutenir la démocratie locale et prendre la défense des personnes injustement poursuivies,
- Œuvrer en faveur de la paix en participant à des projets de coopération.

C'est dans cet esprit qu'elle multiplie les contacts au cours de missions annuelles menées au Kurdistan de Turquie et note ses observations. Elle soutient aussi en permanence la communauté kurde émigrée en Bretagne dans ses efforts d'intégration.

En 2010, la délégation s'est tout d'abord rendue à Van puis à Hakkari et Semdinli afin de participer aux fêtes du Newroz et apporter à la population un message de paix et de solidarité. Elle a poursuivi sa route jusqu'à Diyarbakir où elle a été reçue par Osman Baydemir, maire métropolitain à qui elle a remis un message d'amitié et de solidarité de la part de Daniel Delaveau, maire de Rennes et Président de Rennes Métropole. Elle a aussi tenu une conférence de presse devant la prison de Baglar où se trouve détenue Gülcihan Simsek, maire de Bostaniçi entre 2004 et 2009.

Toutes ces actions ne sont pas que symboliques ; elle participent au grand mouvement de protestation qui réclame pour le peuple kurde les droits culturels et politiques qui lui sont toujours interdits.

André Métayer  
Président des Amitiés kurdes de Bretagne

Les textes en noir dans le document ci-après sont issus d'un travail mené par la délégation des Amitiés kurdes de Bretagne.

Les textes *en bleu italique* sont des citations issues des propos de nos interlocuteurs, ou, dans quelques cas, des mots en langue turque difficiles à traduire en français.

Les citations longues ou plus importantes de nos interlocuteurs

*se présentent sous cette forme.*

Les citations sont issues de dialogues avec nos différents interlocuteurs, ne sauraient refléter le point de vue des Amitiés kurdes de Bretagne et ne peuvent en aucun cas engager leur responsabilité.

Tous droits réservés – reproduction interdite sans autorisation expresse des auteurs.

### LES OBJECTIFS GENERAUX

Comme chaque année, un groupe de responsables et adhérents de l'association Amitiés kurdes de Bretagne a participé au nouvel an kurde (Newroz) visant trois objectifs :

- Comprendre les revendications du peuple kurde qui réclame des droits culturels et politiques, en multipliant les contacts et les observations ;
- Soutenir la démocratie locale en notant les atteintes aux droits humains les plus élémentaires, en prenant la défense des maires poursuivis devant les tribunaux et en soutenant les initiatives en faveur des libertés culturelles et politiques ;
- Soutenir les actions en faveur de la paix en participant à des projets de coopération, à caractère économique et social.

L'an dernier, l'objectif principal était l'observation des élections municipales en Turquie et, pour ce qui nous concerne, les élections municipales dans la région de Van et surtout de Hakkari. Un document détaillé et circonstancié avait été édité et diffusé au retour de la mission<sup>1</sup>. La répression avait commencé avant les élections et s'est poursuivie bien après, niant la victoire du DTP dans la majeure partie des villes anatoliennes du sud-est.

### COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION 2010

Cette année, la délégation était composée de : Anne-Marie Borg, Christine Delacote, Marie Pascale Jouan, Jean-Louis Malterre, Arlette Oster, Josette Padelou, Murat Polat, Dominique Torre, Jean-Claude Riou (responsable de la délégation), et Fidan Unlubayir (interprète).

### LES OBJECTIFS DE LA DELEGATION EN 2010

Nos objectifs, cette année (voir le programme en annexe 1), de même nature que les années précédentes, se déclinent autour de trois axes :

- Alors que s'abat la répression sur les militants politiques et associatifs, les élus et le personnel des collectivités territoriales, notre présence doit être appréciée comme un témoignage de solidarité envers le peuple kurde et son combat pour la démocratie. Ainsi le premier objectif concret de la délégation est de fêter le Newroz à Hakkari et de se rendre dans d'autres localités de la région où elle est attendue.
- Notre deuxième objectif est d'aborder, avec les nouvelles autorités de Hakkari, l'évolution du projet de centre de Santé et d'Éducation pour les Femmes et de prendre, de façon concertée, une posture définitive face aux difficultés provoquées par le gouvernement turc. Nous examinons aussi les modalités à mettre en œuvre pour aider à la scolarisation des enfants. Il est aussi question à Hakkari de réaffirmer la coopération féconde et durable entretenue avec l'atelier de tissage de kilims Rengin.
- Le troisième objectif est de tenter, avec l'appui de son Excellence Bernard Emié, Ambassadeur de France à Ankara, le concours du Barreau de Diyarbakir et le soutien de personnalités politiques de Bretagne<sup>2</sup> et de forces locales démocratiques, d'obtenir le droit de visiter quatre détenus politiques qui sont chers à l'association, Mme Gülcihan Simsek, ancien maire de Bostaniçi, M. Abdullah Demirbas, maire de Sur (arrondissement centre de Diyarbakir), M. Emrullah Cin, ancien maire de Viransehir et M. Kazim Kurt, ancien maire de Hakkari.

Après le succès du DTP aux élections municipales de mars 2009 au Kurdistan turc qui a provoqué l'ire des forces gouvernementales, il est apparu nécessaire de faire le point sur la situation géopolitique afin de pointer les atteintes aux droits de l'homme et d'apporter le soutien de l'association aux élus et militants du BDP (Parti pour la Paix et la Démocratie), nouveau parti pro-kurde qui continue la lutte politique en lieu et place du DTP dissout et des associations de défense des droits de l'homme.

<sup>1</sup> Voir le rapport 2009 sur [www.amitieskurdesdebretagne.eu](http://www.amitieskurdesdebretagne.eu)

<sup>2</sup> Voir annexes 4 et 5.

La délégation s'est rendue à Diyarbakir porteur d'un message de soutien de Daniel Delaveau, Maire de Rennes et Président de Rennes Métropole, adressé à Osman Baydemir, maire métropolitain de Diyarbakir qui vient de se voir interdire toute sortie du territoire turc<sup>3</sup>. La Ville de Rennes, il faut le rappeler, entretient depuis le milieu des années 1970 une coopération avec Diyarbakir. Lors de l'entretien qu'il a accordé<sup>4</sup> à la délégation, Osman Baydemir a montré combien il était sensible à ce message d'amitié et de soutien et a plaidé la cause de la démocratie locale en danger, souhaitant de nouvelles initiatives de la part de ses collègues maires.

---

<sup>3</sup> sont également intervenus en faveur d'Osman Baydemir et des maires interpellés et détenus : Edmond Hervé, Ancien Ministre et Sénateur ; Virginie Klès, Sénatrice ; Jacky Le Menn, Sénateur ; Jean-René Marsac, Député ; Marcel Rogemont, Député ; Jean-Yves Le Drian, Président du Conseil régional de Bretagne ; Claudy Lebreton, Président du Conseil général des Côtes d'Armor et Président de l'Assemblée des départements de France (ADF) ; Jean-Louis Tourenne, Président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine ; Nicole Kiil-Nielsen, Députée Européenne ; Christian Guyonvarc'h et Gaëlle Abily, vice-Présidents du Conseil régional de Bretagne, Naïg Le Gars et Eric Berroche, Conseillers régionaux ; Ana Sohier et Katja Krüger, Conseillères municipales à Rennes ; Nicole Logeais pour l'Union Démocratique Bretonne.

<sup>4</sup> Voir annexe 3.



## EVOLUTION PREOCCUPANTE DE LA REPRESSION

### LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS



Selon un rapport établi en 2009 par l'IHD, l'Association des Droits de l'Homme – branche de Diyarbakir, le nombre d'atteintes prouvées aux droits humains de 2000 à 2008 dans la région de l'Est et du Sud-Est de la Turquie est passé de 4 021 à 36 008 ; l'allure quasi exponentielle de cette évolution est inquiétante.

Parallèlement, le nombre de plaintes concernant : les tortures et les mauvais traitements est passé de 130 à 798, les violations (ou viols) de 333 en 2001 à 799 en 2008, le nombre de personnes interrogées, poursuivies et punies pour leurs paroles de 101 en 2002 à 5 315 en 2008 et les détentions de 2 909 en 2000 à 4 847 en 2008.

Muharrem Erbey, avocat, Président de l'IHD de Diyarbakir et Vice-président de l'IHD, actuellement emprisonné :

*Quand nous regardons les dossiers que nous avons reçus de nos 13 branches et des deux offices de l'Anatolie du sud-est, nous constatons que les atteintes aux Droits Humains diminuent après 1999, grimpent après 2003, s'accroissent brusquement en 2007 et atteignent des dimensions effrayantes en 2008.*

### UNE AUGMENTATION DE LA RÉPRESSION

Différents acteurs de la vie civile (IHD, TUHAD-FED, Avocats, BDP) ont indiqué qu'en 2010, 5 000 à 6 000 personnes ont été placées en garde à vue et près de 2 500 incarcérées. A Diyarbakir, 600 hommes ont été incarcérés (dont 90 condamnés), 40 femmes et 118 enfants, tous détenus politiques. D'après divers témoignages, les détentions de kurdes ont doublé en deux ans passant de 2 500 à 5 000 et celles d'enfants ont augmenté de 1 500.

L'augmentation de la répression devient très préoccupante : « il y a deux ans il y avait 2 000 détenus politiques kurdes, aujourd'hui il y en a 5 000 », disent certains témoins mais les chiffres, qu'il faut toujours manier avec prudence, semblent indiquer que les nombres sont proches de 8 000 dans le sud et sud-est anatolien.



La prison de Baglar à Diyarbakir

### UN ÉLARGISSEMENT DE LA RÉPRESSION

Parallèlement à ce constat, nous avons noté que toutes les strates de la population sont touchées par la vague de répression. Les élus et anciens élus sont les plus concernés mais les journalistes, les avocats, les responsables administratifs et les responsables associatifs sont aussi inquiétés.

Les enfants et adolescents sont, eux aussi, de plus en plus durement touchés. D'après un responsable du BDP, *depuis 2005 il y a eu 2 500 enfants mis en prison dont 500 condamnés, parfois âgés de 10 ans* pour des motifs que l'on pourrait qualifier de dérisoires : lancer de cailloux sur les véhicules blindés, mains sales (elles ont du se servir de cailloux), citrons dans les poches (le citron atténue les brûlures dues aux gaz lacrymogènes), rythme cardiaque trop élevé (ce qui indiquerait que l'enfant courait)... Les condamnations peuvent aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement.

Pourtant, légalement, les enfants de moins de 18 ans ne peuvent être condamnés pour raisons politiques. Mais la loi peut être détournée, notamment dans le cadre du soutien d'une association dans ses actions et ses slogans.

## DES CONDITIONS DE DÉTENTION INACCEPTABLES

Les prisons sont pleines, les cellules prévues pour deux ou trois personnes en contiennent de 10 à 20 selon les cas, la nourriture est insipide et parfois on y trouve des cailloux.

Les familles pourvoient à cet état de fait et les détenus s'organisent en coopérative. Les enfants sont placés avec les femmes et sont soumis aux mêmes traitements, y compris la torture dans certaines prisons (Pozanti et Adana par exemple).

Sur 400 malades mal soignés (le paracétamol semble la panacée) 42 sont dans un état grave (divers cancers, maladies cardio-vasculaires...) incompatible avec une incarcération.

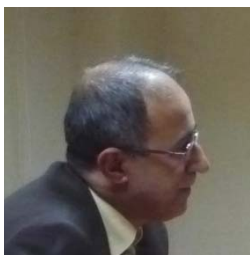
## LES ATTEINTES À LA DÉMOCRATIE



La dissolution de partis d'opposition, l'emprisonnement des élus, des responsables politiques, des responsables de la vie civile et associative, des journalistes, des avocats, sont autant de facteurs qui empêchent la démocratie locale et régionale de fonctionner, prétexte pour l'Etat turc d'accroître sa répression. Osman Baydemir nous a dressé un tableau éloquent de cet état de chose<sup>5</sup>.

L'entrée de la prison de Baglar

## UNE POLITIQUE EN TROMPE-L'OEIL



Emin Aktar, président du Barreau des Avocats, confie :

*L'Etat cherche à présenter les Kurdes comme des criminels. Même une manifestation d'avocats est considérée comme une manifestation de terroristes ; la Turquie a fait croire à l'Europe que l'Etat mettait en place un Etat démocratique en accordant des droits aux Kurdes : autorisation de noms kurdes pour les enfants, autorisation de s'exprimer en kurde... Mais dans les faits, il y a eu intensification de la répression.*

Le Président du BDP de Hakkari nous indique que :

*Le plus gros problème c'est que les gens incarcérés sont, à l'étranger, décrits comme des terroristes. Cette dernière année, l'AKP a élaboré un projet d'ouverture démocratique mais en fait c'était une négation de notre identité. L'Europe « a avalé » ce projet ; cela nous attriste et nous demandons à la France, à l'Allemagne et à l'Italie de considérer que le PKK n'est pas une organisation terroriste et ne doit pas figurer sur une telle liste.*

Pour nos interlocuteurs, le Premier Ministre Erdogan pratique le double langage : ouverture dans le discours pour se concilier les partenaires européens et intensification de la répression par des arrestations massives après les élections municipales de mars 2009 largement gagnées par le parti kurde DTP, mais qui, dissout, s'est transformé aujourd'hui en BDP (Parti pour la Paix et le Démocratie). Les détenus politiques, souvent élus, sont traités comme des terroristes alors que les élections ont eu lieu en toute légalité.

De plus, les interlocuteurs soulignent les efforts des kurdes pour une pacification des relations : les divers cessez-le-feu décrétés depuis 2005 par le PKK et les propositions de paix formulées par Abdullah Öcalan... Ils réaffirment leur volonté que la culture, la langue et l'identité kurdes soient reconnues par le monde entier et ils regrettent également fortement que des pays européens vendent à la Turquie les armes qui servent contre les Kurdes.

<sup>5</sup> Voir annexe 3.

La politique de l'Etat turc soufflant le chaud et le froid est ressentie par le « relatif » encadrement policier des différents Newroz puis par la reprise de la répression ; à tel point qu'il a été conseillé à la délégation de se rendre aussi au Kurdistan en dehors des Newroz pour appréhender une autre réalité.

Les mains tendues par l'Etat turc aux divers pays du Moyen-Orient, et à l'Europe, ne traduisent-elles pas une politique en trompe-l'œil, paravent pour occulter les atteintes aux droits en Turquie ?

#### UNE INQUIÉTUDE SOURDE

Quelques membres de la délégation se sont surpris à penser que la situation ressemble à une page qui se tourne : l'élimination des élites, l'incarcération de toute une population, le droit contourné, une politique de façade ou de vitrine, une démocratie déstabilisée... n'assistons-nous pas, amers, les bras ballants, à la montée d'un fascisme qui n'ose pas dire son projet ?

### RESISTANCE MOBILISEE ET DETERMINEE DU PEUPLE KURDE

Les Amitiés kurdes de Bretagne, après de multiples pérégrinations au Kurdistan turc, ont tissé de multiples amitiés avec des élus, des représentants d'associations, de partis, des avocats, etc. Ayant œuvré avec eux sur des projets, les ayant soutenu dans leur combat pour leurs libertés et leurs droits, l'association reste sans voix en pensant à ceux victimes de mort violente, de mauvais traitements, disparus, emprisonnés !

Pourtant, malgré cette sueur d'inquiétude qui s'écoule de nos pores, les Kurdes nous rassurent.

#### LES NEWROZ

##### UNE TRADITION VIVANTE



Le feu du Newroz

D'après la légende de Newroz (312 avant J-C), les Kurdes seraient les descendants d'adolescents livrés en sacrifice au tyran Dahuk et délivrés par le forgeron Kawa. En allumant des feux de joie, les Kurdes sont sensés répéter le geste du forgeron qui alluma son tablier pour signaler sa victoire sur le tyran.

Transposée à notre époque, cette légende mythifie la lutte du peuple kurde et donne sens à ses revendications pour la reconnaissance de ses droits politiques et culturels. Une sorte de mise en scène de cette fête réunit tous les éléments qui opèrent cette transmutation : la marche des édiles, des délégations étrangères et de toute la population vers cet endroit, sorte de creuset circulaire de surface correspondante à l'ampleur de la région.

Les élus du peuple adressent à la population saluts et messages politiques, ceci entrecoupés de musique de différents groupes. Enfants, femmes et hommes dans leurs plus beaux atours brandissant des drapeaux kurdes et des portraits d'Abdullah Öcalan célèbrent dans leurs danses et chants l'unité d'un peuple qui clame sa fierté et son unité retrouvées. S'allume au centre du creuset sur une vasque un feu qui rappelle la légende et dont les fumées montent dans le ciel avec lenteur comme des fumigations antiques. Parfois sont invités à prendre la parole



les représentants des délégations étrangères. La fête officielle en ce jour d'équinoxe de printemps, le moment où la durée du jour égale celle de la nuit, se termine pour que tous participent dans un élan commun<sup>6</sup>.

## LES NEWROZ DE SEMDINLI ET DE HAKKARI

### SEMDINLI

Samedi 20 mars : La délégation se scinde en deux groupes, un groupe visite l'atelier de tissage Rengin à Hakkari et un autre groupe se rend au Newroz de Semdinli en suivant le cortège officiel composé du maire de Hakkari et du député Salih Yildiz, ancien maire de Yüksekova. Une route bien défoncée, beaucoup de trous, de pierres et de virages, nous amène à Semdinli. L'accueil est fait est très chaleureux. La police était présente mais n'a pas fait de provocation.

A plusieurs reprises, les délégations françaises et allemandes sont remerciées de leur soutien. La délégation rencontre les députés Salih Yildiz et Hamit Geylani très chaleureux à son égard. Puis elle est invitée à monter sur la scène pour un discours, une première, jusqu'à ce jour la parole en public n'avait jamais été accordée. Jean-Claude Riou exprime le soutien du groupe et des Amitiés Kurdes de Bretagne à la lutte du peuple kurde. Le discours est très apprécié par les 2 000 personnes présentes.



Newroz à Semdinli

### HAKKARI



En allant vers le Newroz (Hakkari)

Dimanche 21 mars : Belle journée froide mais très ensoleillée dans ce cirque de montagnes très hautes et très blanches qui entourent la ville de Hakkari.

Tout débute d'abord par une manifestation des jeunes Kurdes, des membres du BDP et des syndiqués du KESK. Dehors c'est la liesse avec des klaxons, des doigts en V, c'est un défilé vers le lieu du Newroz où la foule est très importante.

L'armée et la police sont relativement discrètes même si elles sont disposées un peu partout en civil sur des toits alentour. Le service de sécurité du Newroz protège même une petite mitrailleuse pour éviter des mouvements de foule à son encounter ! Le soleil est présent, la foule descend des villages alentour.

<sup>6</sup> L'armée et la police sont, selon les années, omniprésentes y compris l'aviation.

La foule suit en chœur les chants, tous écoutent les orateurs pour mieux les ovationner. Les femmes, les jeunes filles, les enfants agitent des foulards colorés, nombreux ceux qui brandissent les drapeaux du BDP ; des groupes se forment pour danser les danses locales ; les femmes et les enfants sont en avant près du podium, et les garçons sont derrière où ils forment comme une immense tâche plus obscure qui contraste avec les tenues colorées des femmes qui ont revêtu leurs habits locaux.

Les discours semblent offensifs, le nom d'Abdullah Öcalan est acclamé, les orateurs se laissent porter par la foule et comme les discours sont entrecoupés par des chants et des danses, la foule ne se lasse pas.

Nous témoignons de la solidarité des Amitiés kurdes de Bretagne et notre intervention est saluée avec enthousiasme par les 50 000 participants ; les délégations allemandes et italiennes prennent ensuite le relais.



A travers ces témoignages et les recoupements faits sur place, il apparaît que les Newroz 2010 ont rassemblé plus de monde que l'an dernier. La présence de l'armée et de la police s'est faite dans une discrétion relative. C'est la première fois que les délégations étrangères ont été invitées à prendre la parole, soulevant l'enthousiasme de la foule.

Les fêtes ont été pour la plupart autorisées aux dates prévues ; pour autant, des opérations militaires commençaient dans les zones frontalières et des concentrations de troupes s'opéraient: nous avons pu le constater, dès le lendemain, à proximité de la frontière.

*Au nom des AKB à Hakkari*

## LA SOLIDARITÉ DANS LES ÉPREUVES

### « LES DÉTENUS DE LA LIBERTÉ »

La délégation s'était assignée dans ses buts, ce qui allait constituer son fil rouge, la visite de quatre détenus politiques bien connus des Amitiés kurdes de Bretagne : Madame Gülcihan Simsek, maire de Bostaniçi (commune suburbaine de Van) de 2004 à 2008, Abdullah Demirbas, maire de Sur (arrondissement de Diyarbakir) libéré à ce jour pour raisons médicales, Emrullah Cin, ancien Maire de Viransehir et Kazim Kurt, ancien Maire de Hakkari, incarcérés dans les prisons de Diyarbakir.

Pour ce faire, une demande officielle d'André Metayer, Président des Amitiés kurdes de Bretagne, fut faite au Ministère de la Justice de Turquie avec le concours actif de l'ambassade de France à Ankara ; celle-ci était, de plus, soutenu par six parlementaires, le Président du Conseil régional de Bretagne et le Président du Conseil général des Côtes d'Armor, Président de l'Assemblée des départements de France (ADF)<sup>7</sup>.



*Conférence de presse – Intervention de Jean-Claude Riou*

<sup>7</sup> Voir annexes 4 et 5.



Les réponses turques se révélaient dilatoires arguant notamment que la demande était tardive et elles n'autorisaient que des perspectives pessimistes, et ce, malgré les efforts de l'ambassade de France. Un contact avec l'avocate de Gülcihan Simsek, Reyhan Yalcindag nous orienta vers Me Emin Aktar, président du Barreau des Avocats (Bar-Association) qui se chargea de transmettre notre demande au Procureur du lieu ; de plus nous recueillîmes auprès de lui des informations sur la situation des détenus et sur les procédures juridiques en Turquie ; cette ultime démarche fut un échec, le procureur alléguant que notre qualité d'étranger était un obstacle.

La Délégation, accompagnée de membres du BDP, s'est néanmoins rendue devant la prison de Baglar de Diyarbakir et a tenu une conférence de presse<sup>8</sup> devant une quarantaine de personnes dont une quinzaine de journalistes de la presse écrite et télévisuelle, sans compter les forces de police, en tenue et en civil.

## UNE FAMILLE SOLIDAIRE ET DÉTERMINÉE

La délégation avait été préalablement accueillie à Van par des membres de la famille de Gülcihan Simsek ; Mme Nezahat Ergunes, Maire de Bostaniçi et le responsable du BDP de Bostaniçi participaient à cette rencontre très émouvante. L'un des membres raconte :

*Nous sommes accueillis tout d'abord par un père et une mère très dignes et par toute une famille assez nombreuse ; le père est très fier de l'action de sa fille et nous tient un discours militant. Il nous accueille en espérant que nous aiderons les Kurdes à faire connaître leur problème auprès des amis européens de la Turquie. Il rappelle que le peuple kurde subit une oppression depuis des milliers d'années et c'est une honte pour les Kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie de se voir privés de leurs droits à leur langue, de leurs droits culturels et politiques. Il rappelle que sa fille est en prison depuis pratiquement un an sans connaître les chefs d'accusation et que ce fait est inadmissible ; elle se trouve détenue avec les politiques qui sont séparées des droits communs ; la famille a un droit de visite une fois par semaine (dialogue par téléphone derrière une vitre). Mais, depuis 6 mois Gülcihan et ses codétenues sont punies à la suite de leur mouvement de protestation contre l'assassinat de la petite Ceylan, 12 ans, par des militaires, et les visites sont restreintes.*

*Gülcihan ne regrette pas d'avoir mené cette lutte et toute sa famille rassemblée autour du père et de la mère semble plus que jamais réunie comme si cette cause tissait entre eux un lien qui les dépasse, un lien indestructible de solidarité : pas question d'apporter une défense individuelle à Gülcihan, notre défense doit englober l'ensemble des détenus politiques.*



<sup>8</sup> Voir annexe 7.

### LE CENTRE DE SANTÉ ET D'ÉDUCATION POUR LES FEMMES



Fadil Bedirhanoglu - Hakkari -  
29 mars 2009

Lors de la rencontre avec le Maire de Hakkari, le Dr Fadil Bedirhanoglu, trois points ont été évoqués : le projet de Centre de Santé et d'Education pour les Femmes, notre coopération avec l'atelier Rengin et la scolarisation des jeunes filles.

A propos du Centre de Santé, le Maire a rappelé le blocage des subventions venant de l'étranger et ses raisons. Pour lui, le projet est toujours à l'ordre du jour et sera réactualisé. Il souligne que ce projet correspond à un besoin très important pour les femmes. Selon lui, l'Etat s'oppose toujours à des projets proposés aux populations kurdes. Donner la priorité à ce projet, c'est tester s'il y a réellement une évolution démocratique en Turquie!

La délégation informe le Maire de l'excellente coopération que les Amitiés kurdes de Bretagne entretiennent et continuent à entretenir avec la Société Rengin dans l'esprit d'un commerce équitable.

Pour la scolarisation des filles, il indique le contact d'une association Meya-Der créée en 2008 pour venir en aide aux familles ayant perdu l'un des leurs dans la guérilla.

### L'ASSOCIATION MEYA-DER

La délégation a été particulièrement émue, lors de la rencontre avec Michael Atan, Président de Meya-Der, à l'évocation des situations dramatiques de plus de 800 familles de la région de Hakkari touchées directement par la guerre faisant des milliers d'orphelins ; cette association qui entame son action se heurte à des difficultés considérables. La délégation lui a fait part de son intérêt.

### COOPÉRATION AVEC LA SOCIÉTÉ RENGIN



Une tisseuse de l'atelier

La délégation a été accueillie avec beaucoup de chaleur et d'amitié par Suleyman, Kadir et les tisseuses ; cela a permis des échanges francs et directs.

L'atelier Rengin traverse des difficultés du fait d'un nombre de commandes qui baisse et de la crise qui sévit, les recherches de clientèle dans d'autres pays s'avérant aussi difficiles, eu égard au prix des kilims. Il est à noter que les tisseuses qui perçoivent un salaire de 110 à 150 liras par m<sup>2</sup> assurent la survie de familles entières ; il est donc vital de vendre un nombre plus important de kilims en France.

Les kilims ont été déposés sous la marque Runas aux normes européennes ; il n'est donc pas question de baisser la qualité des kilims, pour une meilleure vente :

*Nous pourrions fabriquer des tapis moins chers, souligne Suleyman, mais notre choix est de maintenir le savoir faire qui s'est transmis de génération en génération et qui nous permet d'offrir des tapis de valeur. Nous tenons à continuer à fabriquer nos tapis avec de la laine et des couleurs qui donnent toute leur valeur aux tapis.*





## UNE CONCLUSION

Au terme de cette immersion dans la réalité kurde, il ressort un profond sentiment que la délégation voudrait faire partager : ce peuple kurde est un peuple fier d'être debout, uni et déterminé – elle l'a notamment senti lors des Newroz et lors des repas partagés à cinq reprises avec les familles kurdes – mais ce peuple est aussi un peuple opprimé, victime d'une terrible répression qui se fait de plus en plus sournoise et dure.

La légende du Newroz est là pour rappeler que le marteau, en se rapprochant dangereusement de l'enclume, peut déclencher l'étincelle de l'incendie.

Nous avons vu, à plusieurs reprises, la détermination du peuple kurde : rappelons la ferveur des nombreux participants aux différents Newroz, leur communion avec Abdullah Öcalan qu'il considère, face à l'Etat turc, comme le symbole et le représentant du peuple kurde.

Comment ne pas être ému par la tranquille détermination de ce jeune responsable local du BDP déclarant :

*Mettre les élus, les responsables... en prison, les présenter à la télévision menottés c'est détruire notre fierté kurde... Nous craignons que notre parti le BDP soit à nouveau interdit car notre action met en danger le système militariste... Quand on se bat pour une cause on sait que l'on prend des risques... Mais si nous sommes arrêtés, d'autres prendront notre place...*

L'abricotier planté il y a deux ans à Hasankeyf<sup>9</sup> sauvé des eaux, tout en fleur, laisse perler l'espoir de la paix malgré de nouvelles épreuves.



**A TOUS CEUX ET CELLES QUI ONT FACILITÉ CETTE MISSION, QU'ILS SOIENT D'ICI OU DE LÀ-BAS : QU'ILS TROUVENT ICI L'EXPRESSION DE NOS REMERCIEMENTS ET DE NOTRE PROFONDE RECONNAISSANCE.**

<sup>9</sup> Un barrage sur le Tigre devait engloutir le site archéologique de Hasankeyf ; en mars 2008, une délégation des AKB a participé à une manifestation regroupant élus locaux, population et organisations démocratiques, au cours de laquelle furent plantés des abricotiers. Devant l'ampleur des protestations, nationales et internationales, la Turquie a abandonné le projet.

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : MISSION AU KURDISTAN (17-25 MARS 2010) – PROGRAMME

|                     |   |
|---------------------|---|
| <b>17 MARS 2010</b> | <b>RENNES - PARIS - ISTANBUL</b>  |
| <b>18 MARS 2010</b> | <p><b>ISTANBUL- VAN</b> interrompu par une tempête de neige (escale forcée à Erzurum)<br/> <b>ERZURUM- VAN</b> (en car)<br/>         Rencontre avec la famille Gülcihan Simsek, maire de Bostaniçi (2004-2009), interpellée le 24 avril 2009, détenue à Diyarbakir<br/>         Rencontre avec Mme Nezahat Ergunès, Maire de Bostaniçi<br/>         Rencontre avec le Président du BDP de Bostaniçi</p>   |
| <b>19 MARS 2010</b> | <b>VAN - HAKKARI</b> en Dolmus (200 km)   |
| <b>20 MARS 2010</b> | <p><b>NEWROZ à SEMDINLI (2 000 personnes) : prise de parole</b><br/> <b>HAKKARI :</b><br/>         rencontre-échange à l'atelier de tissage RENGIN ; visite des locaux et présentation des étapes de fabrication des kilims<br/>         Rencontre avec le Dr Fadil BEDIRHANOGLU, Maire de Hakkari<br/>         Rencontre avec Mahmut Sidik AKIS, Président du BDP de Hakkari</p>   |
| <b>21 MARS 2010</b> | <p><b>NEWROZ à HAKKARI (50.000 p): prise de parole</b><br/>         Rencontre avec Mikael ATAN Président de MEYA-DER</p>  |
| <b>22 MARS 2010</b> | <p><b>HAKKARI - DIYARBAKIR</b> en Dolmus de (550km)<br/>         Avec étape à HASANKEYF</p>   |
| <b>23 MARS 2010</b> | <p><b>DIYARBAKIR</b><br/> <b>rendez-vous :</b><br/>         Osman BAYDEMIR, Maire Métropolitain de Diyarbakir<br/>         Reyhan YALCINDAG, avocate de Gülcihan Simsek<br/>         Emin AKTAR Président de Bar-Association, Barreau des avocats<br/>         Cafer KAN président du BTP de Diyarbakir<br/>         IHD (Association de défense des Droits Humains affiliée à la FIDH) : Raciç BILICI, enseignant et Remzen BATARAY, avocate<br/>         TUHAD-FED (Association d'aide aux détenus et à leurs familles)<br/> <b>Ultimes démarches</b> pour obtenir le droit de visiter les détenus suivants : Abdullah Demirbas, maire de Sur (arrondissement centre de Diyarbakir ; Emrullah Cin, ancien maire de Viransehir, Kazim Kurt, ancien maire de Hakkari, Mme Gülcihan Simsek, ancien maire de Bostaniçi.</p> |
| <b>24 MARS 2010</b> | <p><b>DIYARBAKIR</b><br/>         Entretien avec le service des relations internationales de la Ville de Diyarbakir<br/>         Interview et contact avec la presse<br/> <b>DIYARBAKIR arrondissement de Baglar</b><br/>         visite de la Maison des Femmes "Kardelen".<br/>         sit-in devant la prison où est incarcérée Gülcihan Simsek<br/> <b>Conférence de presse</b></p>  |
| <b>25 MARS 2010</b> | <b>DIYARBAKIR – ISTANBUL - PARIS - RENNES</b>   |

ANNEXE 2 : MESSAGE DE DANIEL DELAVEAU, MAIRE DE RENNES ET PRÉSIDENT DE RENNES MÉTROPOLE, À OSMAN BAYDEMIR, MAIRE MÉTROPOLITAIN DE DIYARBAKIR



Le 15 mars 2010

Daniel DELAVEAU  
Maire de Rennes  
Président de Rennes Métropole

Monsieur Osman Baydemir  
Maire de Diyarbakir

Monsieur le Maire,

A l'occasion de la venue à Diyarbakir d'une délégation de l'association Amitiés Kurdes de Bretagne, je tiens à vous adresser à nouveau, tout mon soutien dans la défense des valeurs fondamentales que sont la liberté et l'égalité.

L'association rennaise, que je connais bien, est engagée de longue date, auprès des citoyens, pour le respect des droits humains. Nous partageons des valeurs qui sont essentielles pour l'avancée de la démocratie.

Vous connaissez l'engagement de la Ville de Rennes, je me suis d'ailleurs exprimé suite à la vague d'arrestations de personnalités politiques, de directeurs de collectivités et de représentants d'ONG kurdes pour qu'une solution soit trouvée et que les personnes soient libérées.

Nos villes mènent maintenant depuis plus de trente ans une relation qui s'inscrit dans une perspective d'ouverture et de coopération. Roselyne Lefrançois, Adjointe aux partenariats et aux relations internationales à la Ville de Rennes a eu l'occasion d'échanger avec vous lors de sa venue en février.

Je ne peux que me féliciter de ce travail commun, réalisé pour le bien-être de la population.

Je compte sur votre appui pour le bon déroulement de la mission de la délégation des Amitiés Kurdes de Bretagne.

Je vous assure de tout mon soutien et vous transmets, Monsieur le Maire, mes très sincères salutations et l'amitié de notre ville.

*Très cordialement à vous,*

Daniel DELAVEAU



Jean Claude Riou, Vice Président des Amitiés kurdes de Bretagne, a conduit au Kurdistan de Turquie, au moment des fêtes du Newroz (nouvel an kurde), une délégation qui a été reçue, à cette occasion, le 23 mars dernier, par Osman Baydemir, Maire de Diyarbakir, Ville métropolitaine de 1 500 000 habitants, et Président du GABB (Union des mairies du Sud Est Anatolien).

Il était porteur d'un message d'amitié et de solidarité de Daniel Delaveau, maire de Rennes et président de Rennes Métropole ; une longue histoire lie depuis 1977 les villes de Rennes et de Diyarbakir.

---

#### ENTRETIEN

*André Métayer* Osman Baydemir vous a reçu quatre jours après la découverte d'une tentative d'attentat, la quatrième en 3 ans, dirigée contre lui.

*Jean Claude Riou* Il n'en a pas été question mais il est vrai qu'Osman Baydemir paraissait, sous ses airs affables, très préoccupé ; disons qu'il nous a reçu très, très chaleureusement, près d'une heure d'un emploi du temps extrêmement chargé et dans ce contexte particulier que nous ne soupçonnions pas ; il nous a beaucoup remercié pour l'ensemble des actions menées en faveur de la cause kurde, notamment pour celles visant à informer les élus français en vue d'une mobilisation pour la défense des élus kurdes injustement emprisonnés.

*AM* Cette question semble être au cœur de la bataille politique.

*JCR* La perception de la question kurde par le gouvernement turc s'est traduite par l'arrestation des élus et des responsables politiques du DTP : plus de 1500 personnes depuis un an et plus largement par la garde à vue de plus de 5000 personnes durant cette même période : interpellations et mises en détention de maires, d'élus locaux, de cadres administratifs, de militants politiques et associatifs, d'avocats, de journalistes, de femmes, d'adolescents et d'enfants.

Osman Baydemir s'était déjà exprimé fermement : "Depuis un an, on ne peut plus rien produire. Il y a une rafle tous les 10 jours, un jour c'est mon directeur général que l'on arrête, un autre jour, c'est mon secrétaire général, puis mon premier adjoint, demain ce sera un autre. Que cherchent-ils ? Qu'ils nous arrêtent tous et qu'ils prennent la ville !"

Il nous a beaucoup parlé du harcèlement judiciaire dont il est l'objet en permanence. Arrêté, il est interrogé pendant plus de cinq heures, sur, par exemple, la raison du choix de son avocat qui se trouve par ailleurs responsable de IHD<sup>10</sup> ; sa réponse fuse comme à l'interrogatoire : "J'ai le libre arbitre quant au choix d'un avocat sans en avoir à rendre compte à quiconque."

*AM* Et il est depuis assigné à résidence avec interdiction de quitter le territoire.

*JCR* Non sans avoir auparavant tenu tête au procureur quand il a été interrogé sur la gestion de la ville de Diyarbakir : "en tant que maire légalement élu, je n'ai de compte à rendre sur mes projets qu'à la population". Rappelons qu'il a obtenu 66% des voix aux dernières élections municipales. "Quelle serait la réaction de la population française ou britannique si un maire élu avec 66% des voix était emprisonné ?" nous a-t-il glissé au détour d'une phrase accompagnée d'un geste de la main significatif.

---

<sup>10</sup> Iran Yusuf Alatas de l'association des droits de l'homme de Turquie (IHD) a été élu vice président de la FIDH (Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme), lors de son 37ème Congrès mondial qui s'est tenu à Erevan, les 8, 9 et 10 avril 2010.



AM Découragé Osman Baydemir ?

**JCR Oh non ! Il a voulu nous faire toucher du doigt cette extraordinaire entreprise du pouvoir turc visant à détruire toute la vie sociale locale et régionale, celle qui est organisée par le parti pro kurde, le "Parti pour une Société démocratique", le DTP : " on assassine la démocratie locale dans l'indifférence internationale" a-t-il ajouté.**

AM Mais que font les organisations internationales de villes comme Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) qui est la principale organisation mondiale de villes et dont des villes comme Rennes et Diyarbakir sont adhérentes ?

**JCR Osman Baydemir qui est, en tant que maire métropolitain Diyarbakir, membre du Bureau exécutif de cette organisation mondiale et vice président de la Commission CGLU sur "la Diplomatie des Villes, renforcement de la paix et droits de l'homme"<sup>11</sup>, ne comprend pas le silence "assourdissant" de cette institution qui se targue pourtant de défendre les principes de la démocratie et de l'autonomie locale. De même il est indigné par le manque de réaction du Conseil de l'Europe alors que Mme Leyla Güven est membre titulaire du "Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux", instance représentative des collectivités territoriales au Conseil de l'Europe.**

AM Qui est Mme Leyla Güven ?

**JCR Mme Leyla Güven a succédé à notre ami Emrullah Cin (appelé à d'autres fonctions dans le cadre du DTP) comme maire de VIRANSEHIR ; ils ont été tous les deux interpellés et mis en détention**

AM Osman Baydemir souhaite-t-il une intervention française tant auprès du Conseil de l'Europe que du CGLU ?

**JCR Oui et non ! Oui, bien sûr, car ces institutions se doivent de renforcer les forces locales face au pouvoir central, mais, gangrénées par tous les lobbies et les tractations de couloir, elles se sont montrées incapables de défendre leurs propres membres : pire, elles n'ont eu aucune réaction face aux arrestations massives d'élus locaux qui se sont déroulées au grand jour, en Turquie, depuis avril 2009. Nous avons senti chez Osman Baydemir une certaine amertume, mais il en faut plus pour le décourager.**

AM Alors ? Des propositions ?

**JCR Osman Baydemir souhaiterait associer les ONG qui défendent les droits des Kurdes à un réseau de solidarité de maires ; il souhaite, en effet, que se réunissent les maires qui ont, à travers le monde, manifesté leur préoccupation de voir la démocratie locale bafouée à ce point en Turquie, pays qui prétend vouloir respecter les critères dits de "Copenhague, et en soumet l'idée à son collègue Daniel Delaveau, maire de Rennes, en réponse au message de sympathie qu'il lui a adressé.**

Rennes le 5 mai 2010

**Dernière minute : M. Daniel Delaveau, maire de Rennes, a promis, lors de l'entretien qu'il a accordé, ce jour 6 mai, à André Métayer et Jean Claude Riou, Président et V/Président de AKB, d'étudier la proposition de son collègue maire de Diyarbakir, Osman Baydemir ; il envisage même de se rendre à Diyarbakir dans les prochains mois.**

---

<sup>11</sup> Le groupe de travail qui dirige cette commission est composé de : M. Jozias van Aartsen, Maire de La Haye - Président de la Commission sur la Diplomatie des Villes, la Paix et les Droits de l'Homme, M. Osman Baydemir, Maire métropolitain de Diyarbakir, Turquie, M. Alonso Salazar, Maire de Medellin, Colombie, M. Giulio Cozzari, Président de la Province de Pérouse et Président de la Coordination italienne des Autorités locales pour la Paix et les Droits de l'Homme, Italie.

**Edmond Hervé, Ancien Ministre et Sénateur, Virginie Klès, Sénatrice, Jacky Le Menn, Sénateur, Jean-René Marsac, Député, Marcel Rogemont, Député, Philippe Tourtelier, Député**

R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Rennes, le 22 février 2010

**Edmond HERVE**  
**Virginie KLES**  
**Jacky LE MENN**

*Sénateurs d'Ille-et-Vilaine*

**Jean-René MARSAC**  
**Marcel ROGEMONT**  
**Philippe TOURTELIER**

*Députés d'Ille-et-Vilaine*

Monsieur l'Ambassadeur,

Permettez-nous de solliciter votre soutien auprès d'une délégation des Amitiés kurdes de Bretagne qui se rendra à Hakkari et à Diyarbakir du 17 au 25 mars prochains. Jean Claude RIOU, vice président de l'association, sera le chef de la délégation.

Lors de l'étape à Diyarbakir, prévue du 22 mars au 25 mars, la délégation souhaite visiter des détenus politiques retenus dans la prison de Diyarbakir. Il s'agit notamment de :

- Gulcihan SIMSEK, Maire de Bostaniçi (commune suburbaine de Van) de 2004 à 2009
- Abdullah DERMIRBAS, Maire de Sur (arrondissement centre de Diyarbakir)
- Emrullah CIN, ancien Maire de Viransehir
- Kazim KURT, ancien Maire de Hakkari,

La délégation souhaite également rencontrer Osman BAYDEMIR, Maire de Diyarbakir, qui n'est pas emprisonné mais assigné à résidence avec interdiction de quitter le territoire.

La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne s'apprête à faire une demande officielle auprès du Ministère de la Justice en Turquie, via votre Ambassade, pour obtenir l'autorisation de visiter ces détenus politiques.

Vous connaissez notre profond attachement à la cause kurde et la reconnaissance de l'identité kurde.

C'est pourquoi, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir intercéder auprès du Ministère de la Justice en Turquie.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de notre haute considération.

Edmond Hervé

Sénateur d'Ille-et-Vilaine  
Maire honoraire de la Ville de Rennes (1977-2008)

le Président

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Saint-Brieuc, le 15 mars 2010

N/Réf: CAB / FC / 3194

Monsieur le Ministre,

Il y a quelques semaines, je faisais part à Monsieur Tahsin BURCUOĞLU, Ambassadeur de Turquie en France, de mon inquiétude au sujet du sort réservé à Monsieur Osman BAYDEMIR, Maire de la Ville métropolitaine de Diyarbakir, qui a été assigné à résidence, ainsi qu'à de nombreuses personnes, proches de l'ex-Parti pour une société démocratique (DTP) – devenu, depuis sa dissolution en décembre dernier, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) –, emprisonnées depuis plusieurs mois sans qu'aucun chef d'inculpation ne leur ait été notifié.

Une délégation de l'association "Amitiés kurdes de Bretagne", composée de huit personnes, doit se rendre en Turquie du 17 au 25 mars. Elle souhaiterait pouvoir rendre visite à plusieurs de ces personnalités, actuellement détenues à Diyarbakir. Il s'agit de Madame Gulcihan SIMSEK, ancien Maire de Bostaniçi, et de Messieurs Abdullah DERMIRBAS, Maire de Sur, Emrullah CIN, ancien Maire de Viransehir et Kazim KURT, ancien Maire de Hakkari. Cette délégation souhaiterait également rencontrer Monsieur Osman BAYDEMIR lors de son séjour.

Je me permets d'appuyer la demande de permis de visite déposée par cette délégation auprès de votre ministère. Je vous serais également reconnaissant de bien vouloir m'informer de la décision qui sera prise à cet égard.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

  
Claudy LEBRETON

**Monsieur Sadullah ERGIN**  
Ministre de la Justice de Turquie  
T.C. Adalet Bakanlığı  
06659 KIZILAY ANKARA  
Turkiye



Amis kurdes, Amis turcs, je vous salue, au nom des Amitiés kurdes de Bretagne,

Nous sommes les amis des Turcs comme des Kurdes et autres composantes de la société qui nous accueille.

Nous sommes là pour mieux voir, pour mieux comprendre et mieux agir pour ce bien commun à tous les hommes : la paix.

Nous avons rencontré de nombreuses personnes, des élus, des militants d'associations, des militants d'un parti politique dissout et reconstitué, des personnes de la société civile. Nous ne sommes pas venus dans votre pays pour juger mais bien pour tenter d'accompagner un processus de paix que tout le monde réclame et qui, à notre sens, implique un dialogue entre les hommes et ceux qui les représentent.

L'histoire nous a montré que la lutte armée est toujours un échec dans les rapports entre les peuples. La paix est un combat qui ne se mène pas entre amis mais bien entre adversaires d'un moment. Nous en savons quelque chose, nous français, qui avons mené des guerres, celle d'Algérie par exemple, et qui avons négocié avec nos adversaires d'un moment pour jeter les bases d'un accord de paix et de coopération. Nous connaissons les difficultés qui souvent paraissent insurmontables et qui sont celles qui résultent du prix du sang. Nous avons eu un De Gaulle, un général, qui a eu ce courage politique de faire la paix ; souhaitons la même chance à la Turquie. Il y a d'autres exemples dans le monde ; chacun pense bien sûr à l'Afrique du Sud avec de Klerk et Mandela.

Cela suppose une volonté politique réelle qui émane des parties en présence. Nous avons été choqués par le fait que les gestes d'ouverture du premier ministre furent accompagnés de vagues d'arrestations et de répressions diverses qui se sont succédées avant et après les élections municipales. Ce ne sont pas là les prémices de conditions qui ouvrent le chemin de la paix.

Devant ces prisons où sont détenus des femmes et des hommes, militants de la paix et des droits humains, nous tenons à les saluer et à leur dire toute notre estime : leur seul "crime" est d'avoir considéré que la liberté d'expression est la première des conditions pour vivre libre et en paix avec son voisin.

Nulle force ne pourra entraver la marche d'un peuple pour la reconnaissance de ses droits fondamentaux et ce n'est pas l'incarcération de ses élites qui pourra l'arrêter; Il n'y pas de problème kurde mais une question non résolue que les Kurdes posent avec détermination : comment les différents peuples qui composent ce pays vont construire ensemble un projet d'avenir qui tienne compte de ces diversités et qui soit respectueux des droits et des cultures ?

N'est-il pas de l'ordre de la raison de vouloir, pour construire, rassembler toutes les bonnes volontés sur des valeurs communes qui respectent les différences et valorisent les ressemblances ?

La meilleure manière de se rassembler n'est-elle pas de se tendre la main, le premier qui le fait s'honorant lui-même ? Il y a eu différents gestes du côté kurde et des intentions du côté de l'Etat, hélas non suivies d'effets. La question de la révision constitutionnelle est incontournable : elle se pose non seulement pour les Kurdes mais aussi pour tous les citoyens de Turquie ; chacun sait que cette question est capitale car elle légitimera la politique de la République de Turquie

Il n'y a pas de solution militaire à la question kurde

Les bases d'une négociation sont connues de tous : belligérants, partis politiques, syndicats, associations des droits humains, gouvernement et institutions, européennes et internationales. Pour « gagner la paix », suivant en cela les recommandations du récent colloque au Sénat français à Paris, il faut modifier la constitution turque, ouvrir des négociations entre belligérants et reconnaître l'identité kurde, ce qui implique de libérer la parole et l'action du BDP, de faire taire les armes et d'arrêter les atteintes aux Droits Humains.

Nous demandons respectueusement au Gouvernement de M. Erdogan la levée des mesures judiciaires qui frappent injustement le maire métropolitain de cette ville, Osman Baydemir ; nous sommes venus lui apporter le soutien du maire de Rennes et des parlementaires de Bretagne.



Nous demandons respectueusement au Gouvernement de M. Erdogan la libération de nos amis Gulcihan Simsek, Abdullah Dermirbas, Emrullah Cin, Kazim Kurt.

Nous demandons respectueusement au Gouvernement de M. Erdogan la libération de tous les élus politiques, les cadres administratifs, les responsables associatifs, les militants de la cause kurde, tous les enfants, tous ceux et celles qui sont en attente d'être jugés.

Nous demandons respectueusement au Gouvernement de M. Erdogan la libération de tous les détenus dont certains purgent de lourdes peines ou sont condamnés à la réclusion à perpétuité.

La paix sera à ce prix

Que vive la paix !

Je vous remercie de votre attention.





*Quel avenir ?*



|  |           |
|--|-----------|
| <b>PREAMBULE</b> .....   | <b>4</b>  |
| <b>EVOLUTION PREOCCUPANTE DE LA REPRESSION</b> .....   | <b>6</b>  |
| Les violations des Droits Humains .....  | 6         |
| Une augmentation de la répression .....  | 6         |
| Un élargissement de la répression.....   | 6         |
| Des conditions de détention inacceptables .....  | 7         |
| Les atteintes à la démocratie.....   | 7         |
| Une politique en trompe-l’oeil.....  | 7         |
| <b>RESISTANCE MOBILISEE ET DETERMINEE DU PEUPLE KURDE</b> .....  | <b>8</b>  |
| Les Newroz.....  | 8         |
| La solidarité dans les épreuves .....  | 10        |
| <b>LE PEUPLE KURDE VEUT DEMOCRATIE, PAIX ET COOPERATION</b> .....  | <b>12</b> |
| Le centre de santé et d’éducation pour les femmes .....  | 12        |
| L’association MEYA-DER .....   | 12        |
| Coopération avec la société RENGIN .....   | 12        |
| <b>UNE CONCLUSION</b> .....  | <b>13</b> |
| Annexe 1 : Mission au Kurdistan (17-25 mars 2010) – Programme .....  | 14        |
| Annexe 2 : Message de Daniel Delaveau, Maire de Rennes et Président de Rennes Métropole, à Osman Baydemir, Maire métropolitain de Diyarbakir .....       | 15        |
| Annexe 3 : en Turquie, on assassine la démocratie locale dans l’indifférence internationale.....   | 16        |
| Annexe 4 : Message de six parlementaires français de Bretagne .....  | 18        |
| Annexe 5 : Message de Claudy Lebreton, Président du Conseil général des Côtes-d’Armor et Président de l’Assemblée des départements de France .....       | 19        |
| Annexe 6 : Conférence de presse devant la prison de Baglar (Diyarbakir) le 24 mars 2010 - Intervention de Jean-Claude Riou, vice-président des AKB ..... | 20        |
| <b>Sommaire</b> .....  | <b>23</b> |





**Amities kurdes de Bretagne**  
Keneildedou kurd Breizh - Komela Hevaltiya kurd û Bretona  
Brötanya Kürt dostluk derneđi - Kurdish Friendships of Brittany

